

Ces deux combats dont la droite républicaine rechigne à s'emparer de front alors qu'ils pourraient la sauver



Il se dit à juste titre que notre pays préfère les concepts à la réalité, à la différence de nos voisins Allemands ou Anglais beaucoup plus pragmatiques de réputation. Mais que l'idéologie aveugle à ce point notre classe politique et l'empêche de considérer les difficultés pourtant graves qui affectent notre économie est tout simplement dramatique.

Avec Claude Robert

Plus étonnant encore : cet aveuglement idéologique, qui est historiquement l'apanage de la gauche et de son « surmoi marxiste » (expression de Manuel Valls, Figaro 22/10/14) a contaminé la droite républicaine dans une proportion telle que celle-ci ne peut même pas envisager son propre avenir, un avenir que la situation actuelle de l'hexagone lui tend pourtant les bras !

De quoi l'hexagone a-t-il besoin aujourd'hui, de toute urgence ? De deux traitements complémentaires :

- d'une libéralisation radicale (mais progressive) de son économie
- d'une réconciliation nationale autour de sa culture et de son histoire.

Mais avant d'aborder les raisons qui font que la droite républicaine est de nos jours la seule formation politique qui soit en phase avec cette double nécessité, analysons les problèmes qui parcourent notre pays.

Une compétitivité économique en berne

Il n'est jamais drôle de devoir toujours citer les mêmes chiffres, tandis que le temps passe, et que rien ne s'améliore. Il faut pourtant se remémorer ces quelques indicateurs qui témoignent de la gravité de la situation économique et sociale de la France. Pour faire très court :

en PIB per capita (indicateur qui mesure la richesse moyenne par habitant), notre pays ne cesse de reculer. De nombreux pays nous ont doublé ou s'enrichissent plus vite, et pas seulement des pays émergents comme Singapour : Irlande, Japon, Finlande, Autriche, Allemagne, Royaume Uni, Espagne et USA nous ont laissé sur place ! Seule l'Italie fait pire parmi les pays riches européens.

notre part de marché industrielle mondiale a été divisée par deux en une vingtaine d'année seulement. Nous étions à peu près au même niveau que l'Allemagne, à 7% et nous ne sommes plus qu'à 3% (l'Allemagne est à 8%). Même notre part de marché dans les services a chuté.

la conséquence de ces mauvais chiffres n'est nullement théorique. Elle se mesure directement en nombre de chômeurs, avec une population active toujours plus réduite. En nombre d'heures travaillées ramenées à la population en âge de travailler (à ne pas confondre avec le nombre d'heures travaillées par personne ayant un emploi !) ou en taux d'emploi par rapport à la population en âge

de travailler (c.f. graphique ci-dessous, source OCDE 2018), la France se trouve sérieusement déclassée :

d'un point de vue plus humain, car l'économie est encore considérée par certains comme une pseudo « science des riches » qui ne peut se rendre compte combien le sort des Français même pauvres ou au chômage est enviable, il suffit de regarder le taux de suicide hexagonal, parmi les plus élevés de la planète, ou le taux d'épisodes dépressifs majeurs, record mondial absolu (Cross-national epidemiology of DSM-IV major depressive episode 2012) pour admettre que notre modèle social ne fonctionne plus correctement. Le pays va mal, les chômeurs et les pauvres ne sont pas heureux et sont hélas de plus en plus nombreux. Refuser ce constant tient de la mauvaise foi.

hélas loin de réformer notre économie qui est absente des marchés en forte croissance (nouvelles technologies, électronique grand public) ou rentables (machines outils, équipements, véhicules haut de gamme), les gouvernements successifs s'adonnent au keynésianisme. Or, loin de créer des richesses, emplois aidés, recrutements de fonctionnaires et subventions ne font que masquer, de façon tout aussi provisoire que coûteuse pour la collectivité, notre échec dans la compétition économique mondiale ! En cas de crise de la demande, le keynésianisme permet de lisser les difficultés en attendant le retour de la consommation. Mais la France souffre d'une grave crise de compétitivité, ce qui n'a bien évidemment rien à voir.

à ce jour, l'hexagone représente 1% de la population, 3% de l'industrie mais 15% des transferts sociaux de la planète ! Cette situation est intenable. La dette, qui s'accumule à force d'emplois subventionnés et d'une fonction publique pléthorique, représente un an de PIB. Selon de nombreux économistes, le moindre choc pesant sur les taux d'intérêts nous mettrait dans une situation identique à celle de l'Espagne il y a quelques années... L'économie française est en voie d'asphyxie, du fait d'une emprise écrasante et ruineuse de l'état via des prélèvements obligatoires en constante augmentation (y compris en 2017 selon l'INSEE).

Une identité nationale qui se déchire de l'intérieur

A côté de ce désastre économique et social qui se concrétise lentement mais sûrement, la France souffre d'un autre mal, certes moins douloureux, mais dont les conséquences peuvent devenir tout aussi délétères à long terme. Deux courants d'idées s'affrontent en effet autour de l'identité nationale, autour des valeurs sociétales et autour des racines judéo-chrétiennes de notre pays : le progressisme et le conservatisme.

Les progressistes se recrutent principalement à gauche. Ils ont comme caractéristiques d'être résolument en faveur :

de la suppression des signes religieux (crucifix, crèches, sapins de Noël) dans le cadre d'une politique de laïcisation active de la société française, comme si des minorités religieuses ou ethniques étaient véritablement menacées sur notre territoire. Cette pulsion laïciste est d'autant plus mal vécue qu'elle ne correspond en aucune façon à un souhait de la population. Par exemple, selon l'Ifop, 71% des Français, dont 60% des non croyants ! sont « plutôt favorables » à la présence de crèches de Noël dans les administrations et les bâtiments publics (Ifop, Ouest-France 12/14). Un sujet tout aussi fondamental que celui des croyances et des valeurs risque bien évidemment de se retourner contre ses instigateurs, avec comme conséquence prévisible la radicalisation des tenants de la tradition chrétienne. L'historien des religions Philippe Portier déclarait récemment : « on ne parlait presque plus des racines chrétiennes depuis les années 60. Une série de sondages montre le retour en force de cette thématique » (Libération 28/07/16) . Facebook confirme à longueur de forums combien certains Français, même athées, se sentent agressés dans le fondement même de leur culture.

de l'ouverture des frontières aux migrants sous aucune condition de capacité à s'insérer professionnellement et sur le plan des mœurs, alors même que l'hexagone, qui n'arrive pas à résorber la pauvreté et le chômage de ses propres citoyens, ne met pas en place des structures d'accueil dignes de ce nom (à l'inverse par exemple de l'Allemagne avec ses cours de langue intensifs et ses parcours et suivis d'insertion) !

du refus de stigmatiser les attentats « islamiques », par peur d'alimenter une écrasante domination des populations musulmanes, pourtant majoritairement bien intégrées, par la population française dite « de souche »... Une telle susceptibilité protectrice à l'égard d'une population qui n'est en aucune façon menacée est d'autant plus paradoxale qu'elle semble se développer au fur et à mesure des crimes perpétrés sur notre sol. Les réactions qui ont suivi la création du mouvement « Printemps Républicain » (03/16) dont le but n'était pourtant que de réhabiliter le débat au sein de la gauche et de stopper son déni vis-à-vis des problèmes d'insécurité, illustrent parfaitement la puissante de ce refus du réel.

Suppression des références judéo-chrétiennes ostentatoires, déni des problèmes d'insertion des migrants, refus de stigmatiser les attentats islamistes, tout cela constitue le déclencheur idéal des populismes, ces populismes que le président actuel ne cesse pourtant d'attiser puis de fustiger. Tout en effet se passe comme si la société française se déchirait du fait d'une minorité bruyante (hélas proche du pouvoir), au détriment d'une majorité silencieuse, conservatrice au sens décontracté du mot, c'est-à-dire ni « catho-tradi » ni facho, mais tout simplement pas pressée de bouleverser une culture et un art de vivre français qui lui va très bien !

L'avenir du pays comme de la droite

Premier constat : il est très clair que la lutte contre le déclin économique passe par le libéralisme. Or le libéralisme économique est honni à gauche, et n'est toujours pas pratiqué dans les faits par le gouvernement actuel, ce gouvernement qui ne veut pas révéler sa véritable identité mais dont la majorité des ministres est socialiste, et dont la politique est toujours d'inspiration keynésienne et fiscalement confiscatoire !

Deuxième constat : il est tout aussi clair que la lutte contre le délitement de la culture et de la nation françaises passe par un retour à un certain conservatisme sociétal. Or ce conservatisme n'est goûté ni à gauche ni par le gouvernement actuel. A l'inverse, ce conservatisme semble bien plus prégnant chez les gens se déclarant de droite.

Ces deux constats ne sont en rien arbitraires : ils ne sont que circonstanciels, c'est-à-dire opportunistes, purement dictés par le contexte actuel. Cet article aurait une toute autre conclusion s'il s'agissait des problèmes des Etats-Unis ou de n'importe quel autre

pays.

Ainsi, il semble évident que la seule formation politique actuelle qui puisse relever ces deux défis, à savoir libéralisme économique et classicisme sociétal se trouve être la droite républicaine.

Reste à comprendre pourquoi cette droite républicaine n'enfourche toujours pas ces deux combats qu'impose la nécessité. La situation ne serait-elle pas assez grave à ses yeux ? N'aurait-elle pas su déceler, derrière le succès du gagnant de sa primaire en 2017 combien son électorat n'attend que cela ? Serait-elle toujours sous domination morale de la noosphère de gauche et encore incapable de s'en affranchir ?